

Michel CHEVALIER (1806-1879)



“ Je suis frappé à chaque instant de cette qualité qu’ont les Anglais de se rapprocher, de se concerter dans l’esprit commun, de tirer spontanément de leur sein une force collective devant laquelle tous les obstacles s’aplanissent ... sans que l’autorité ait à enrégimenter les citoyens, à les aligner, à leur donner le mot d’ordre et le signal. ”

→ Biographie

Économiste de l’École saint-simonienne, rédacteur en chef du journal *Le Globe*, Michel Chevalier préconise l’autocratie industrielle, l’absence de noblesse héréditaire et de traditions, la femme entourée de respect, la valeur travail.

Il est nommé maître des requêtes en 1836 puis conseiller d’État en 1838. Il est professeur d’économie politique au Collège de France de 1841 à 1878, avec une brève interruption lors de la révolution de 1848 pendant laquelle les socialistes obtinrent sa révocation.

Il est élu brièvement député en 1845, non réélu à cause de ses positions libre-échangistes.

Il prend une part active à l’organisation des expositions universelles sous Napoléon III. Élu en 1851 à l’Académie des sciences morales et politiques.

→ Œuvre

Il obtient la suppression des prohibitions sur les échanges entre la France et l’Angleterre par les traités de 1860.

Il prend en main l’idée d’un tunnel sous-marin entre la France et l’Angleterre et préside la société qui devait s’en occuper.

Plus généralement, il œuvre pour le rapprochement pacifique des peuples et l’internationalisation des échanges et des entreprises.

“ Le jour même où la République a été proclamée, un but lui a été assigné par le Gouvernement provisoire, aux applaudissements d’un peuple immense qui entourait l’Hôtel de Ville et couvrait les places publiques : l’amélioration du sort des travailleurs. Cette question si vaste, si délicate, si complexe, est devenue la grande affaire de la circonstance, et elle doit rester l’œuvre capitale de la République. Je ne suis pas de ceux qui s’en étonneraient : il y a longtemps que je pense, écris et enseigne que c’est la grande affaire du siècle. C’est parfaitement inaugurer un nouvel ordre de choses, que de lui donner cette noble mission. C’est la plus admirable promesse qu’un gouvernement nouveau puisse faire, pourvu qu’il se mette en mesure de la tenir. ”